



---

75<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale  
Première Commission

**Débat Général**  
General Debate

New York, le 12 octobre 2020

S.E. Mme Pascale Baeriswyl  
Représentante Permanente de la Suisse

---

Monsieur le Président,

À l'occasion de la commémoration du 75<sup>ème</sup> anniversaire des Nations Unies, nous avons réaffirmé notre engagement collectif en faveur du multilatéralisme. Les Nations Unies ont mis en place un **cadre mondial** pour promouvoir la paix internationale, favoriser la coopération et parvenir à la prospérité. L'ordre fondé sur des règles et l'**interdiction par** la Charte du **recours à la force dans les** relations internationales ont permis de **sauver d'innombrables vies**. Le **mécanisme de maîtrise des armements et de désarmement mis en place par les Nations Unies est essentiel à cet effort**.

Alors que nous entamons cette Première Commission, nous sommes confrontés à des tendances inquiétantes. L'environnement stratégique se détériore, la concurrence militaire mondiale s'intensifie et les **acquis essentiels dans le domaine de la maîtrise des armements sont remis en cause**. Les récents développements remettant en cause le maintien de l'accord nucléaire avec l'Iran (JCPOA), la fin du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) ou l'empoisonnement de M. Alexei Navalny en Russie avec un agent neurotoxique, considéré comme un usage d'armes chimiques, sont des exemples qui soulignent la **vulnérabilité des normes et des accords internationaux**. La détérioration de la sécurité internationale est exacerbée par une pandémie dont les conséquences globales nous rappellent la **fragilité de notre planète** et de ses habitants.

Les derniers mois ont montré qu'**aucun pays ne peut à lui seul surmonter les défis mondiaux pressants**. Il n'y a pas d'alternative à une coopération multilatérale efficace. Saisissons toutes les occasions de renforcer le système de maîtrise des armements et de désarmement et assurons sa résilience à long terme. À cet égard, j'ai cinq points à faire valoir.

---

Monsieur le Président,

Mon **premier point** concerne les risques posés par les **armes nucléaires**:

- Nous appelons tous les États détenant des armes nucléaires à opter pour le dialogue et la coopération, et à s'abstenir de toute action susceptible de conduire à une escalade nucléaire. Nous appelons la Fédération de Russie et les États-Unis à prolonger le traité New START sans délai. Une fois cette étape urgente accomplie, de nouveaux traités devraient être négociés afin de réaliser de plus amples réductions, en incluant progressivement d'autres États dotés et en englobant les différentes catégories d'armes nucléaires et stratégiques. Des efforts renouvelés sont également nécessaires pour que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN) entre enfin en vigueur.
- Nous encourageons tous les États parties au TNP à utiliser le temps additionnel à disposition jusqu'à la 10<sup>ème</sup> Conférence d'examen pour entreprendre des travaux préparatoires approfondis, là où cela est possible.
- L'un des objectifs de la Suisse sera de contribuer à donner un nouvel élan à la mise en œuvre du TNP, en s'appuyant sur les engagements existants. Une autre de ses priorités sera l'adoption d'un programme de travail pour la réduction de risques nucléaires.

Mon **deuxième point** concerne les risques et les opportunités résultant des **nouvelles technologies**. Divers processus de maîtrise des armements abordent aujourd'hui cette question, en s'inspirant du pilier "désarmement pour les générations futures" de l'Agenda pour le désarmement du Secrétaire général. Nous devons nous efforcer de concilier les nombreuses possibilités offertes par les technologies émergentes avec leurs risques potentiels.

- Le Groupe d'experts gouvernementaux (GEG) sur les armes autonomes effectue un travail essentiel en cherchant à établir un cadre opérationnel et normatif applicable à ces armes, guidé en cela par l'exigence de respecter le droit international humanitaire. Le GEG devrait œuvrer à une compréhension commune relative à la manière de garantir le contrôle humain nécessaire sur les systèmes d'armes autonomes.
- En outre, le développement de nouveaux systèmes d'armes hypersoniques peut modifier l'équilibre stratégique et accroître les risques d'interprétation ou de calcul erronés dans les situations de crise. De même, l'utilisation militaire de l'intelligence artificielle, par exemple dans le domaine du commandement et du contrôle, a des ramifications encore inconnues pour la conduite des opérations militaires et donc, potentiellement, pour la stabilité régionale et même mondiale.
- Un autre défi dans le domaine de la science et de la technologie est le progrès rapide des sciences du vivant, notamment la convergence entre les sciences chimiques et biologiques. Nous devons renforcer la Convention sur les armes biologiques, afin d'être prêts pour un monde

dans lequel les armes biologiques pourraient être plus faciles à développer et les attaques éventuelles plus précises et plus difficiles à attribuer.

Un **troisième point** que je voudrais soulever est la prolifération des **vecteurs, en particulier les missiles balistiques**.

- Nous sommes préoccupés par la prolifération et la sophistication croissante des technologies liées aux missiles dans diverses régions du monde. Certains de ces développements constituent un enjeu pour la sécurité et la stabilité internationales.
- Dans l'attente de normes juridiquement contraignantes dans le domaine des missiles balistiques, le **Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques (HCOC)** est le principal instrument nous permettant de faire face aux effets déstabilisateurs de la prolifération des missiles balistiques. Assumant la présidence du Code cette année, la Suisse soumettra la résolution portant sur cet instrument et vise à accroître sa visibilité et le nombre d'États qui y souscrivent.
- La sécurité dans l'espace extra-atmosphérique, étroitement liée à la question de la prolifération des missiles, est pour sa part de plus en plus menacée. Alors que nous avons constaté des progrès importants au COPUOS en 2019, la coopération multilatérale eu égard à l'aspect sécuritaire de l'espace n'a pas connu de telles avancées. De récents développements dans ce domaine, tel que le renforcement et des essais de capacités antisatellites au sol et en orbite, menacent la sécurité dans l'espace extra-atmosphérique. Nous espérons que de nouvelles approches pourront contribuer à faire progresser l'élaboration de normes internationales. Dans cette optique, nous considérons la nouvelle résolution britannique sur la "réduction des menaces spatiales par des comportements responsables" comme un pas en avant constructif.

Mon **quatrième point** concerne les **armes classiques** qui continuent à causer de lourdes pertes humaines dans le monde entier.

- Les conflits contemporains se déroulent de plus en plus dans les zones urbaines, avec un impact dévastateur sur les civils. Dans ce contexte, nous sommes reconnaissants envers l'Irlande d'avoir initié l'élaboration d'une déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les dommages résultant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. Nous espérons que les circonstances seront bientôt réunies pour finaliser les travaux sur une telle déclaration.
- La Suisse préside la **2<sup>ème</sup> Conférence d'examen de la Convention sur les armes à sous munitions (CCM)**. Nous nous efforçons de rendre la Conférence d'examen aussi inclusive et productive que possible, afin d'obtenir un résultat qui puisse contribuer à protéger davantage les civils et les victimes d'armes à sous-munitions, à faciliter le développement, ainsi qu'à pro-

mouvoir l'universalisation de la Convention. Dans le cadre de sa présidence, la Suisse est profondément préoccupée par l'utilisation présumée d'armes à sous-munitions dans le conflit du Haut-Karabakh. Nous appelons tous les États et les parties à tout conflit à respecter le droit international humanitaire et à s'abstenir d'utiliser ces armes qui frappent sans distinction. Nous espérons que les États qui ne l'ont pas encore fait se joindront à la CCM et que la résolution relative à cet instrument bénéficiera d'un soutien aussi large que possible.

- L'accumulation excessive de munitions conventionnelles reste un défi qui n'a pas encore été abordé de manière adéquate au niveau international. En réponse, nous soutenons la mise en œuvre de l'action correspondante dans l'Agenda du Secrétaire général. Nous participons également au GEG sur les munitions, qui a avancé vers un rapport substantiel malgré des circonstances difficiles cette année. Nous restons déterminés à nous appuyer sur cette base solide et à mener à bien ses travaux l'année prochaine.

Enfin, permettez-moi quelques remarques sur le **cyberespace**.

- La pandémie a révélé notre **dépendance croissante aux technologies de l'information et de la communication (TIC)**.
- Il est dans notre intérêt commun que le cyberespace soit régi par le droit et utilisé de manière pacifique. Notre principale priorité devrait donc être de veiller à ce que les **règles existantes du droit international et les normes volontaires** soient appliquées et respectées dans le cyberespace.
- Dans ce contexte, tant le Groupe de travail à composition non limitée que le GEG peuvent contribuer à garantir un cyberespace libre, ouvert et sûr. Ils ont réalisé des progrès considérables et peuvent aider les États à mettre en œuvre le **cadre pour un comportement responsable dans le cyberespace**. Nous sommes convaincus que les deux groupes peuvent parvenir à des résultats consensuels, notamment sur la manière de faire avancer les discussions sur la cybersécurité aux Nations Unies.

Monsieur le Président,

Avant de conclure, permettez-moi de féliciter l'**Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR)**, qui célèbre cette année son 40<sup>e</sup> anniversaire, après une importante métamorphose en termes d'activités et de visibilité accrues. Étant donné le rôle central et la place de l'Institut dans le mécanisme de désarmement des Nations Unies, nous espérons que les États membres soutiendront la résolution franco-allemande, et notamment l'appel lancé au Secrétaire général pour qu'il héberge l'Institut au Palais des Nations à Genève à un tarif réduit.

Monsieur le Président,

La situation difficile actuelle nous oblige à repenser la sécurité internationale et le désarmement. Nous avons besoin d'une nouvelle volonté de compromis pour surmonter des divisions: Cette commission se doit de laisser la polarisation derrière elle et de donner une impulsion positive dans cette direction.

Je vous remercie de votre attention.

---

*Unofficial translation*

Mr Chairman

Two weeks ago, on the occasion of the commemoration of the 75<sup>th</sup> anniversary of the United Nations, we reaffirmed our collective commitment to multilateralism. The United Nations has established a **global framework** to promote international peace, to foster cooperation and to achieve prosperity. The UN rules-based order and the Charter's **prohibition of the use of force** in international relations have **saved countless lives**. The **arms control and disarmament machinery set up by the UN is key to this effort**, and has proved essential for the promotion of peace and security.

As we embark on the 75<sup>th</sup> UNGA First Committee, we are facing a set of worrying trends. The strategic environment is deteriorating, global military competition is increasing and **key achievements in the field of arms control are being undermined**. The recent developments calling into question the preservation of the Iran nuclear agreement (JCPOA), the termination of the Intermediate Range Nuclear Forces (INF) Treaty, or the poisoning of Mr. Alexei Nawalny in Russia with a nerve agent, which is considered a use of chemical weapons, are examples highlighting the **vulnerability of norms and international agreements**. The deterioration in international security is exacerbated by a pandemic whose global consequences remind us of the **fragility of our planet** and the vulnerability of its inhabitants.

The last few months have shown that **no country alone can tackle urgent global challenges**. The fragility of the current international context underlines that we must find a way to reverse the downward spiral in international security and disarmament. We must now look ahead, rebuild trust and re-establish a culture of cooperation and compromise in international fora. There is no alternative to effective multilateral cooperation. Let us seize every opportunity to strengthen the framework for arms control and disarmament and ensure its long-term resilience. I have five points to deliver in this regard.

Mr. Chairman,

My **first point** concerns the risks posed by **nuclear weapons**:

- We call on all nuclear weapon possessor states to take the path of dialogue and cooperation, and to refrain from any actions that could lead to a nuclear escalation. We call upon the Russian Federation and the USA to extend NewSTART without delay. Once this urgent step is completed, new treaties should be negotiated to achieve deeper cuts, gradually drawing in other

nuclear weapon states and covering the various categories of nuclear and strategic weapons. Renewed efforts are also required to bring the Comprehensive Test Ban Treaty into force at last.

- We encourage all States Parties to the NPT to use the additional time until its 10<sup>th</sup> Review Conference to undertake substantial preparatory work, wherever and however possible. For instance, national reports and working papers should be submitted early to enable preparatory work, laying the ground for a substantive conference outcome.
- One of Switzerland's objectives will be to contribute to giving a new impetus to NPT implementation, building on existing commitments. Another Swiss priority will be the adoption of a work package for nuclear risk reduction – a pressing matter in the current context

My **second point** concerns the risks and opportunities resulting from **new technologies**. Various arms control processes are now taking up this issue, to a large extent guided by the UN Secretary-General's disarmament agenda's pillar "disarmament for future generations". We must strive to reconcile the many opportunities emerging technologies provide with their potential risks.

- The Group of Governmental Experts on Autonomous Weapons is doing essential work in seeking to establish an operational and normative framework applicable to these weapons, guided in this by the requirement to comply with International Humanitarian Law. The GGE should work towards a common understanding on how to ensure the necessary human control over autonomy in weapons systems.
- Additionally, the development of new hypersonic weapon systems, can alter the strategic balance and enhance the risks of misinterpretation or miscalculation in crisis situations. Likewise, the military use of artificial intelligence, for instance in command and control, has yet unknown ramifications for conduct of military operations and thus, potentially for regional and even global stability. Switzerland has been working with UNODA and other partners on both issues.
- Another challenge in Science and Technology – made only more obvious by the pandemic – is the rapid advances in life sciences, including the convergence between chemical and biological sciences. We must strengthen the Biological Weapons Convention, to be prepared for a world in which biological weapons might be easier to develop and possible attacks could be more precise and harder to attribute.

A **third point** I would like to raise is the proliferation of **delivery systems, in particular ballistic missiles**.

- We are concerned about the proliferation of missile technologies and the increasing sophistication of these systems in various regions of the world. Some of these developments pose a challenge to international security and stability. Switzerland welcomes international discussions to address these challenges.
- Pending legally-binding norms in the area of ballistic missiles, the **Hague Code of Conduct against Ballistic Missile Proliferation (HCOB)** is currently the main instrument enabling us to

address the destabilizing effects of ballistic missile proliferation. As this year's Chair, Switzerland will table the HCoC resolution and aims to increase the visibility of and the number of states subscribing to the Code.

- Related to the issue of missile proliferation is the **security in outer space** – which is increasingly at risk. While we have seen important progress at COPUOS in 2019, multilateral cooperation in the security dimension of space is clearly lagging behind. New developments, for instance anti-satellite capabilities build-ups and testing, both from the ground and in orbit, can endanger security in outer space. We hope that new approaches can help advance the development of much needed international norms. In this line, we consider the new UK resolution on “Reducing Space Threats through Responsible Behaviours” a constructive step forward.

My **fourth point** concerns **conventional weapons** – which continue to cause heavy loss of life around the world.

- Contemporary conflicts increasingly take place in urban settings, with devastating impact on civilians. In this context, we are grateful to Ireland for its leadership in the elaboration of a political declaration on strengthening the protection of civilians from humanitarian harm arising from the use of explosive weapons in populated areas. We hope that circumstances will soon be suitable to complete the work on such a declaration.
- Switzerland is chairing the **2<sup>nd</sup> Review Conference of the CCM**. We are doing our utmost to ensure that we can have an inclusive and productive CCM Review Conference, with a view to securing an outcome that can contribute to further protect civilians, empower victims and enable development as well as promote the universalization of the Convention. As President of the CCM, Switzerland is deeply concerned about reports on the alleged use of cluster munitions in the conflict in Nagorno-Karabakh. We call upon all States and parties to any conflict to respect IHL and refrain from using these indiscriminate weapons. We hope that those States that have not yet done so will ratify the CCM and that its resolution will benefit from as broad a support as possible.
- The excessive accumulation of conventional ammunition remains an issue of concern to Switzerland and a challenge which has not yet been adequately addressed at the international level. In response, we support the implementation of the corresponding action in the UN Secretary General's Agenda. We also take part in the UN Group of Governmental Experts on Ammunition which has made progress towards a substantive report, despite difficult circumstances this year. We remain committed to building upon this solid foundation and bringing its work to a positive conclusion next year.

Last but not least, let me focus on **cyberspace**.

- The pandemic has revealed **growing dependencies on information and communication technologies (ICTs)** and further increased the attack surface for malicious actors in cyberspace, as illustrated by attacks on critical infrastructure such as hospitals.

- It is in our common interest that cyberspace is governed by the rule of law and is used in a peaceful way. Ensuring that **existing rules of international law and voluntary norms** are applied and respected in cyberspace should therefore be our key priority.
- In this context, both the OEWG and the GGE can make contributions to international cyber stability to ensure a free, open and secure cyberspace. They have made considerable progress and bear the potential to provide real added value to support States in implementing the **framework for responsible behavior in cyberspace**. We are confident that both groups can reach consensus outcomes, including on how to take cybersecurity discussions forward at the UN.

Mr. Chairman,

Before closing, let me congratulate the **United Nations Institute for Disarmament Research (UNIDIR)** which celebrates its 40<sup>th</sup> anniversary this year, following an impressive turnaround in terms of increased activity and visibility. Given the central role and place of the Institute in the United Nations disarmament machinery, we hope that Member States will support the Franco-German resolution, and notably the call on the UN Secretary-General to host the Institute in the Palais des Nations in Geneva at a reduced rate.

Mr. Chairman,

The current difficult situation compels us to rethink international security and disarmament. Instead of an arms competition we need new approaches to deal with existing and future threats to peace and security. Most importantly, we need a new willingness to compromise to overcome divisions: This Committee – which takes place in exceptional circumstances – would do well to leave polarization behind and provide a positive impetus in this direction.

Thank you for your attention.